

# AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

**NATURE DU MARCHÉ** : Marché public de prestations intellectuelles

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

## **POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

### **Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :**

Nom de l'organisme : DREAL Hauts-de-France / Direction / PAM

Point de contact : M. Olivier BURY

Adresse : 44 Rue de Tournai - CS 40259

Code postal : 59019      Ville : Lille

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 03 20 40 43 28

Courriel : pam.direction.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

dresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

## **OBJET DU MARCHÉ**

### **Objet du marché :**

Etude pour l'identification de sites d'implantation de terminaux multimodaux dans les Hauts-de-France

**Type de marché de services :** 12

### **Classification CPV**

Objet principal : 79311000

Objet complémentaire : Sans objet

**Lieu d'exécution :** Hauts-de-France

**L'avis implique :** l'établissement d'un marché public

## **CARACTERISTIQUES PRINCIPALES**

Etude pour l'identification de sites d'implantation de terminaux multimodaux dans les Hauts-de-France

L'objectif de l'étude est d'identifier les investissements prioritaires à réaliser pour l'implantation et le développement de terminaux de transport combiné et de proposer un scénario de développement adapté et durable fonction de l'évolution de la demande, des horizons temporels, des coûts financiers et des enjeux territoriaux.

### **Quantités :**

La première partie exploratoire de l'étude permettra de synthétiser les connaissances thématiques, obtenir une vision dynamique des flux à partir des données existantes, identifier et apprécier les sites existants, intégrer les projets en cours, partager des besoins avec les acteurs de la profession.

La seconde partie d'analyse, de prospective et de préféabilité sera consacrée, sur la base de la concertation réalisée en première partie et, à partir d'une analyse multicritères à construire, à rechercher

des potentiels sites, à élaborer des analyses de préfaisabilité sur des sites sélectionnés et à proposer des scénarii réalistes de développement du transport combiné afin de renforcer l'attractivité et la compétitivité du fret ferroviaire.

**Acceptation des variantes :** Non

**Prestations divisées en lots :** Non

### **CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ**

**Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :**

- \* Origine du financement : Etat, Région ;
- \* Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le CCAP ;
- \* Les prix sont révisables ;
- \* La périodicité des règlements sera trimestrielle ; Elle pourra être mensuelle si le titulaire en fait la demande.
- \* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours.

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires ou conjoints.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel soit de membre de groupement.

**Autres conditions particulières :**

- \* En application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP, l'exécution du marché comporte une clause sociale obligatoire visant à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi.
- \* Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de consultation ;

### **CONDITIONS DE PARTICIPATION**

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
  - la nécessité de détenir une autorisation spécifique ou d'être membre d'une organisation (partie IV A 2).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.
- La forme juridique du candidat ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

**Capacité économique et financière - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français ;

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation de l'assureur ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

**Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :**

Sans objet.

**Référence professionnelle et capacité technique - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français ;

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

- La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

Ces expériences devront prouver que le candidat a les capacités et compétences pour réaliser la mission objet du présent marché.

B - Capacités professionnelles :

- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature

juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

### **CRITERES D'ATTRIBUTION**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges et rappelés ci-dessous avec leur pondération :

60,00%	La valeur technique des prestations
40,00%	Le prix des prestations conformément à l'article 4.2 du RC

### **PROCEDURES**

**Type de procédure :** Appel d'offres ouvert.

**Publications communautaires relatives à la même consultation :**

Date d'envoi de l'avis concernant la même procédure d'achat au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) : 13/06/2025

**Conditions de délai**

Date limite de réception des offres : 18 / 07 / 2025 à 12h00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

### **RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : SMI-UN-EtudeTC**

**Autres informations :**

- \* Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- \* Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- \* A titre indicatif, les prestations commenceront en fin juillet 2025 pour une durée de 7 mois ;
- \* Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;
- \* Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
- \* Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- \* Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires.

**Modalités d'ouverture des offres**

- \* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- \* L'ouverture des plis n'est pas publique.

**Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :**

- \* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique " **SMI-UN-EtudeTC** ", après avoir installé les prérequis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- \* L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur
- \* Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts.
- \* Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.
- \* La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".
- \* Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.
- \* Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique " **SMI-UN-EtudeTC** ", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

## **PROCEDURES DE RECOURS**

**Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Lille

Adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

Code postal : 59014      Ville : Lille

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 03 59 54 23 42      Télécopieur : 03 59 54 24 45

Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Adresse Internet (URL) : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

**Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :**

- \* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- \* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- \* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- \* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.